

# REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

## Nombre de conseillers :

En exercice	15	L'an deux mille vingt quatre
Présents	10	le 4 Avril
Votants	14	le Conseil Municipal de la commune de CREISSAN dûment convoqué, s'est réuni en
Pouvoirs	4	session ordinaire, à la mairie sous la présidence de M. BRUNET Laurent, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 29/03/2024

N°2024-25

**PRESENTS** : BRUNET Laurent, MASSE Michel, MONTAGNE Stéphane, RICHERT Evelyne, MAILLE Valérie, LECOMTE Corinne, LAUR Marie-Paule, HERAIL Bernard, JOSEFIAK Annie, GIL Sébastien,

**ABSTENTS EXCUSES** : CHABANON Géraldine, SECQ Fanny, SERRE Philippe, LEGIER Joséphine.

**ABSENT NON EXCUSE** : ROUANET Thomas.

**POUVOIRS** : CHABANON Géraldine à HERAIL Bernard  
SERRE Philippe à MASSE Michel  
SECQ Fanny à JOSEFIAK Annie  
LEGIER Joséphine à MONTAGNE Stéphane

Mme LAUR Marie-Paule a été nommée secrétaire de séance.

## Objet : Subvention de fonctionnement versée au CCAS

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'attribuer au Centre Communal d'Action Sociale pour l'année 2024 une subvention de 4 000,00 € qui lui permettra en fonction des circonstances de l'année 2024 d'équilibrer son budget.

Il demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

LE CONSEIL MUNICIPAL, OUI l'exposé de son Président, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents.

- Attribue une subvention de 4 000,00 €, pour l'année 2024.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que susdits.

Pour extrait conforme



Le Maire,

Laurent BRUNET

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe qu'en vertu du décret n°83.1025 du 29/11/83 concernant les relations entre l'administration et les usagers (art 9 JO du 03/12/83) modifiant le décret 65.25 du 11/01/1965 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative (art 1 NA 16). La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Transmis au Représentant de l'Etat le :

LE MAIRE

L. BRUNET